



**PRÉFET D'INDRE-ET-LOIRE**

**PRÉFECTURE**

**DIRECTION DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES  
ET DE L'AMÉNAGEMENT**

Bureau de l'aménagement du territoire et des  
installations classées

Affaire suivie par :

Sylvie MERCERON

Tél : 02.47.33.12.49

Fax direction : 02.47.64.76.69

Mél : [sylvie.merceron@indre-et-loire.gouv.fr](mailto:sylvie.merceron@indre-et-loire.gouv.fr)

H:\merceron.sylvie\WORD\Pneumatiques

Usagés\MEGA PNEUAG MEGA 49 ET 87\Méga

Pneus Agrément 49 87.odt

**ARRETE** portant **AGREMENT**  
pour une durée de cinq ans  
de la société **MEGA PNEUS**  
située en zone industrielle de la gare  
de **REIGNAC SUR INDRE**  
pour la collecte des pneumatiques usagés  
sur les départements du Maine-et-Loire et de la  
Haute Vienne

**Le Préfet d'Indre-et-Loire, Chevalier de la Légion d'honneur, Officier de l'ordre  
National du Mérite,**

- Vu** le code de l'environnement, et notamment le titre I<sup>er</sup> et le titre IV de son livre V,  
**Vu** la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les  
administrations, et notamment ses articles 19 et 21,  
**Vu** le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 pris pour l'application de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976  
relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,  
**Vu** le décret n° 91-732 du 26 juillet 1991 modifié relatif à l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de  
l'énergie,  
**Vu** le décret n° 98-679 du 30 juillet 1998 relatif au transport par route, au négoce et au courtage de  
déchets,  
**Vu** les articles R543-137 à R543-152 du code de l'environnement, et notamment l'article R543-145  
**Vu** l'arrêté ministériel du 8 décembre 2003 relatif à la collecte des pneumatiques usagés, et notamment  
son article 6  
**Vu** la circulaire du 22 décembre 2003 précisant certaines modalités de mise en œuvre des dispositions  
de l'arrêté précité,  
**Vu** la demande d'agrément pour le tri et le regroupement de pneumatiques usagés présentée 17 janvier  
2013 et les compléments apportés le 4 mars 2013 par la société MEGA PNEUS sise à Reignac sur Indre  
(37) et représentée par son gérant M. Carlos Gonçalves,  
**Vu** l'avis de l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie en date du 8 février 2013,  
**Vu** l'avis du préfet du Maine et Loire en date du 27 mars 2013,  
**Vu** l'avis du préfet de Haute Vienne en date du 5 avril 2013,  
**Vu** l'avis de l'inspection des installations classées en date du 15 mars 2013,  
**Sur proposition de M. le Secrétaire général de la préfecture d'Indre et Loire,**

**ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>**

La société MEGA PNEUS, sise sur la commune de Reignac sur Indre (37) est agréée pour les opérations  
de collecte des pneumatiques usagés suivantes :

- le ramassage des pneumatiques usagés dans le département d'Indre et Loire, du Maine et Loire et de la  
Haute Vienne,

- le tri-regroupement des pneumatiques usagés sur son site de Reignac sur Indre.

L'agrément est délivré pour une durée de 5 ans à compter de la date de notification du présent arrêté.

#### **Article 2**

La société MEGA PNEUS est tenue, dans les activités pour lesquelles elle est agréée, de satisfaire à toutes les obligations mentionnées dans les cahiers des charges annexés au présent arrêté, selon les modalités définies par l'arrêté ministériel du 8 décembre 2003 susvisé.

#### **Article 3**

La société MEGA PNEUS doit faire parvenir au préfet les engagements confirmant les promesses d'engagements des producteurs ou des organismes créés conformément aux dispositions de l'article R 543-149 du code de l'environnement à tout renouvellement de contrat la liant avec les producteurs ou organismes susvisés.

#### **Article 4**

La société MEGA PNEUS doit aviser dans les meilleurs délais le préfet des modifications notables apportées aux éléments du dossier de demande d'agrément. Notamment, elle transmet au préfet les nouveaux contrats ou les avenants aux contrats la liant aux producteurs de pneumatiques ou aux organismes mentionnés ci-dessus.

#### **Article 5**

Le présent agrément ne se substitue pas aux autorisations administratives dont la société MEGA PNEUS doit être pourvue dans le cadre des réglementations existantes. Le titulaire de l'agrément reste pleinement responsable de son exploitation dans les conditions définies par les lois et les réglementations en vigueur.

#### **Article 6**

S'il souhaite en obtenir le renouvellement, et trois mois au moins avant l'expiration de la validité de l'agrément, le collecteur transmet, dans les formes prévues aux articles 4 et 5 de l'arrêté du 8 décembre 2003 susvisé un nouveau dossier de demande d'agrément.

#### **Article 7**

M. le Secrétaire Général de la Préfecture, M. le Directeur Régional de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement Centre, M. le Directeur Régional des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi Centre, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera notifié au demandeur, publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture du d'Indre et Loire et dans deux journaux locaux, aux frais du titulaire.

A Tours, le 9 AVR. 2013  
Pour le Préfet et par délégation  
*Le Secrétaire Général,*



**Christian POUGET**

## **ANNEXE I**

### **CAHIER DES CHARGES RAMASSAGE DES PNEUMATIQUES**

#### **Article 1<sup>er</sup>**

Le collecteur ramasse dans chaque département où il est agréé tout lot de pneumatiques que les distributeurs ou détenteurs, définis à l'article R 543-138 du code de l'environnement, tiennent à sa disposition.

Les modalités de ramassage, notamment la taille minimale et la taille maximale des lots à ramasser et le délai d'enlèvement correspondant, sont fixées par les producteurs de pneumatiques, définis à l'article R 543-138 du code de l'environnement, ou par les organismes créés conformément aux dispositions de l'article R 543-149 du code de l'environnement.

#### **Article 2**

Le collecteur ramasse sans frais les pneumatiques des distributeurs et détenteurs, conformément aux dispositions de l'article R 543-144 du code de l'environnement et dans les conditions prévues à l'article 16 du décret du 24 décembre 2002.

Cette prestation de ramassage sans frais ne couvre ni la mise à disposition de capacités d'entreposage des pneumatiques pour les distributeurs et détenteurs ni les opérations nécessaires au maintien de la qualité de ces pneumatiques.

#### **Article 3**

Le collecteur ne remet ses pneumatiques qu'aux personnes qui exploitent des installations de tri et de regroupement agréées en application du présent arrêté, qui exploitent des installations agréées en application de l'article R 543-147 du code de l'environnement, qui effectuent le réemploi des pneumatiques, qui les utilisent pour des travaux publics, des travaux de remblaiement, de génie civil ou pour l'ensilage ou qui exploitent toute autre installation d'élimination autorisée à cet effet dans un autre Etat membre de la Communauté européenne.

#### **Article 4**

Conformément aux dispositions de l'article R 543-146 du code de l'environnement, le collecteur communique à l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, au plus tard le 31 mars de l'année en cours pour l'année civile précédente, les informations sur les tonnages ramassés et remis aux personnes mentionnées à l'article 3 de la présente annexe, en indiquant leur identité, leur adresse, la date de cession et, le cas échéant, leur numéro d'agrément.

